

Chapitre XII-3

LA Ve REPUBLIQUE DEPUIS 1981

I. LA GAUCHE AU POUVOIR (1981-1986)

Comment la gauche met-elle en œuvre son programme pour "changer la vie" ?

A. Les promesses de changement

1. La victoire de François Mitterrand

Au second tour de l'élection présidentielle, le 10 mai 1981, F. Mitterrand remporte une victoire nette face à V. Giscard d'Estaing, au terme d'une campagne électorale axée sur la **promesse de réduire le chômage et de «changer la vie»**; il bénéficie de la désaffection d'une partie de l'électorat de droite pour le président sortant, de l'affaiblissement du parti communiste, contraint de se rallier à lui entre les deux tours, et des espoirs qu'incarne son programme. Ne bénéficiant pas d'une majorité parlementaire, **F. Mitterrand dissout aussitôt l'Assemblée nationale**. Les élections législatives de juin amplifient la victoire de la gauche. Le nouveau gouvernement, dirigé par **Pierre Mauroy**, compte **quatre ministres communistes**.

2. «Le socle du changement»

L'Assemblée vote la **mise en œuvre d'un vaste programme de réformes issu des 110 propositions de campagne**. Elle prend très vite des mesures symboliques comme **l'abolition de la peine de mort et la création des radios libres**. Elle décide aussi **d'importantes réformes de structure** : la loi du 13 février 1982 **nationalise** 39 banques, 2 compagnies financières (Paribas et Suez) et 5 grands groupes industriels ; le secteur public emploie désormais près de 25% des actifs de l'industrie. La loi de **décentralisation** du 3 mars 1982 augmente les pouvoirs des régions. **Les lois Auroux** accroissent les droits des travailleurs dans l'entreprise.

3. La «bataille de l'emploi»

Une série de mesures vise à améliorer les conditions de vie et à résoudre la crise économique en **relançant la consommation** : majoration du SMIC, du minimum vieillesse et des allocations familiales, réduction de la durée du temps de travail par diminution de la durée hebdomadaire de travail à 39 heures, attribution d'une 5e semaine de congés payés et abaissement de la retraite à 60 ans. L'accroissement du nombre de fonctionnaires doit aussi contribuer à assainir le marché de l'emploi.

B. La gauche confrontée aux réalités de la crise

1. De la relance à la rigueur

L'augmentation des prestations sociales et la création d'emplois dans la fonction publique creusent le **déficit budgétaire**. La consommation redémarre mais, les entreprises françaises n'étant pas en mesure de répondre à la demande, **les importations augmentent**. Dès octobre 1981, le seuil des **deux millions de chômeurs** est franchi, **l'inflation atteint 14%**, contraignant le gouvernement à une **première dévaluation du franc**. En juin 1982, P. Mauroy doit annoncer une **deuxième dévaluation et le blocage des prix et des salaires**.

2. La fin du gouvernement Mauroy

C'en est fini de **«l'état de grâce»**. Aux élections municipales de 1983 puis aux élections européennes de 1984, la **gauche recule**. La **crise de confiance** avec son électorat culmine avec le plan de restructuration industrielle de mars 1984 qui dresse les ouvriers de la sidérurgie et des constructions navales contre l'État. **Le projet Savary** de créer un «grand service public, unifié et laïque» de l'enseignement achève de dégrader le climat politique : le 24 juin 1984, plus d'un million de personnes défilent à Paris pour défendre l'enseignement privé. **Le gouvernement Mauroy démissionne**.

3. Le gouvernement Fabius

La nomination d'un Premier ministre jeune suscite un effet positif dans l'opinion bien que **les communistes**, refusant de le soutenir, **quittent le gouvernement** et qu'une partie des socialistes s'inquiète, craignant une dérive libérale. L'inflation chute à 5%. Mais la **modernisation de l'appareil industriel** contribue au maintien d'un taux de chômage élevé malgré la **création des TUC**. La crise économique attise aussi le **débat sur l'immigration**, amenant le gouvernement à substituer aux mesures généreuses du début du septennat une **politique d'accueil plus restrictive**. **L'affaire du Rainbow Warrior** et la **situation insurrectionnelle en Nouvelle-Calédonie** discréditent le pouvoir. S'ajoute le développement du **sentiment d'insécurité**. À la veille des élections législatives de 1986, la situation est très dégradée.

II. L'INVENTION DE LA COHABITATION (1986-1988)

Comment les élections législatives de 1986 modifient-elles la vie politique ?

A. Le retour de la droite au pouvoir

1. Une assemblée élue à la proportionnelle

Au mois de juillet 1985, conformément à l'une des promesses faites dans les 110 propositions de campagne de F. Mitterrand, **l'Assemblée nationale vote la réforme de son mode d'élection** : les élections législatives de 1986 doivent avoir lieu au **scrutin de liste à la proportionnelle**. C'est une rupture avec la pratique voulue par le général de Gaulle, celle du scrutin majoritaire. La gauche espère ainsi limiter les risques de défaite que les élections précédentes laissent présager.

2. L'entrée de l'extrême droite à l'Assemblée

La réforme du mode de scrutin n'empêche pourtant pas le **recul du PS** : aux élections de juin, il obtient moins de 38% des sièges (contre 58% en 1981); le parti communiste continue de reculer. **La droite est majoritaire** et, situation inédite, **l'extrême droite fait son entrée à l'Assemblée nationale** : le Front national obtient 35 sièges, confortant ses progrès des scrutins précédents. Une partie de l'électorat populaire, touché par le chômage, séduit par le discours sécuritaire du FN, a voté pour lui.

3. Une majorité de droite pour un président de gauche

Pour la première fois sous la Ve République, **la majorité présidentielle et la majorité législative ne concordent pas**. Prenant acte du nouveau rapport de force à l'Assemblée, F. Mitterrand demande à **Jacques Chirac, chef du RPR**, de former le gouvernement. Le fonctionnement des institutions évolue : la pratique de De Gaulle et de ses successeurs avait fait du Premier ministre l'homme qui mettait en œuvre la politique du président de la République. **La cohabitation implique un partage des tâches** : désormais, le Premier ministre «détermine et conduit la politique de

la nation», comme le prévoit d'ailleurs la Constitution ; le président de la République s'arroge le domaine de la défense et de la politique étrangère.

B. Une cohabitation qui bénéficie au Président

1. Le retour à une politique libérale

Jacques Chirac veut **déréglementer, dénationaliser et encourager l'initiative individuelle**. Les **prix sont libérés**. En juillet, la privatisation de 65 entreprises est annoncée. L'impôt sur les grandes fortunes et l'autorisation administrative de licenciement sont supprimés. Des mesures sont prises par le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, pour **lutter contre l'immigration clandestine**. En revanche, la privatisation de la télévision revient tout autant à F. Mitterrand qu'au nouveau gouvernement : elle a été amorcée dès 1984 avec la création de Canal Plus puis, à la veille des élections législatives de 1986, avec celle de La Cinq, toutes deux confiées à des proches du président ; en 1987, le gouvernement Chirac privatise TF1.

2. Les difficultés du gouvernement

La reprise économique espérée n'a pas lieu. La **désinflation** se poursuit; mais le **krach boursier du 19 octobre 1987** ruine la confiance que les épargnants avaient placée dans les privatisations. Surtout, le **chômage reste élevé** : il affecte 2 600 000 personnes en février 1987. Le gouvernement doit faire face à une série d'épreuves : **vague d'attentats** provoqués par la position française dans les conflits du Moyen-Orient; **grèves étudiantes** contre la réforme Devaquet de l'Université; **grève des cheminots...** Le Premier ministre est affaibli tandis que le président de la République préserve son audience, d'autant qu'il se pose en garant des acquis sociaux, refusant même de signer des ordonnances qu'il désapprouve, se présentant à la veille de l'élection présidentielle de 1988 comme le symbole de «la France unie».

3. La réélection de F. Mitterrand

Dès le premier tour des élections présidentielles de 1988, la **droite**, représentée par Raymond Barre et Jacques Chirac, **est en recul**. Au second tour, François Mitterrand l'emporte contre son ancien Premier ministre avec 54% des suffrages. Il nomme à la tête du gouvernement **Michel Rocard**, son rival au sein du PS mais un homme qui incarne **l'ouverture**, et **il dissout l'Assemblée nationale**. Les élections législatives de juin 1988, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, permettent au PS de regagner du terrain, mais il ne dispose que d'une **majorité relative**.

III. LE SECOND SEPTENNAT DE F. MITTERRAND (1988-1995)

De quelles difficultés témoigne l'instabilité ministérielle durant cette période ?

A. L'usure du pouvoir

1. M. Rocard: la tentative d'ouverture

Michel Rocard forme un gouvernement dont la moitié des membres ne sont pas socialistes ; il entend en effet mettre en œuvre **une politique détachée des passions idéologiques**. Il réussit à apaiser la situation en Nouvelle-Calédonie. Il s'efforce d'**allier justice sociale et rigueur économique** en faisant voter le **RMI** et en instituant la **CSG** pour **combler le déficit de la Sécurité sociale**. Mais ses efforts pour réduire les déficits, en limitant les augmentations de salaires, se heurtent à une forte opposition : les **conflits sociaux** se succèdent. L'agitation dans les lycées et dans les

banlieues, **l'attitude critique d'une partie des socialistes et du président de la République** à l'égard de son Premier ministre accentuent le sentiment de crise.

2. D'E. Cresson à R Bérégofoy : l'impossible redressement

Le 15 mai 1991, **Michel Rocard est démissionné**. Une femme entre pour la première fois à Matignon. **L'hostilité des médias et des élites socialistes et ses propres maladresses** la rendent vite impopulaire. La confiance dans le gouvernement et dans le président de la République chute. Aux élections régionales de mars 1992, le parti socialiste obtient son plus mauvais résultat depuis un quart de siècle. **F. Mitterrand demande alors à Pierre Bérégofoy, ministre de l'Économie et des Finances, de constituer un nouveau gouvernement** pour lutter contre le chômage, l'insécurité et la corruption. Mais en novembre, le seuil des **3 millions de chômeurs** est franchi.

B. Le malaise de la France

1. La défiance vis-à-vis des grands partis

La fin des années 1980 voit croître **la méfiance des Français à l'égard du monde politique**. Face aux échecs successifs de la gauche et de la droite à régler leurs problèmes, une partie d'entre eux se réfugie dans **l'abstention électorale**. D'autres portent leurs votes hors des grandes formations : **le Front national**, écarté de l'Assemblée par le retour au scrutin majoritaire, se maintient au-dessus de 10% dans tous les scrutins. **Les mouvements écologistes** rallient une partie de l'électorat de gauche déçu par les querelles qui déchirent le parti socialiste et par l'incapacité du PC à se réformer.

2. Les «affaires»

Les « affaires » contribuent aussi à discréditer la classe politique. L'expression désigne des **opérations financières de caractère illégal**, voire frauduleux, dans lesquelles des hommes politiques sont impliqués. Elles atteignent une ampleur telle que le gouvernement Rocard fait voter en octobre 1989 **une loi réglementant le financement des partis politiques**. Dans les années suivantes, la justice met en cause de nombreuses personnalités, y compris dans l'entourage de F. Mitterrand. S'ajoute, en 1992, un scandale d'une autre nature, **l'affaire du sang contaminé**, qui pose la question de **la responsabilité des hommes politiques** dans le fonctionnement des services publics.

C. Une deuxième cohabitation

1. Le gouvernement d'Édouard Balladur

Aux élections législatives de 1993, **la victoire de la droite est écrasante**. F. Mitterrand, contraint à une **nouvelle cohabitation**, fait appel à **Édouard Balladur** (RPR). Pour faire face à l'ampleur du déficit de l'État, le Premier ministre lance avec succès **un grand emprunt** et procède à de **nouvelles privatisations**. Il réussit à enrayer la spéculation contre le franc et fait voter **l'allongement du temps de cotisation pour les retraites dans le secteur privé**. Mais, dans un contexte mondial de récession, et faute de mesures de relance, **le chômage atteint un sommet historique** en janvier 1994 (3 400 000 demandeurs d'emplois).

2. La fin du septennat

Dès 1994, la **préparation de l'élection présidentielle de 1995** domine la vie politique, d'autant qu'il est acquis que E Mitterrand, gravement malade, ne se présentera pas. À gauche, les successeurs potentiels se multiplient. C'est finalement **Lionel**

Jospin, ancien premier secrétaire du PS, mais peu médiatisé, qui est investi par le parti. **À droite, les deux candidats, E. Balladur et J. Chirac, sont issus du RPR.**

IV. LES PRESIDENCES DE JACQUES CHIRAC

Quelles réformes de fond sont engagées depuis 1995 ?

A. Le septennat de J. Chirac

1. L'élection de Jacques Chirac en 1995

Avec l'élection de J. Chirac à la présidence de la République le 7 mai 1995, **le gaullisme revient à l'Élysée**. Le gouvernement, dirigé par **Alain Juppé**, a pour mission de réduire «**la fracture sociale**» en prenant des **mesures contre le chômage**. En fait, dès octobre, la réduction du poids de la dette devient prioritaire pour satisfaire aux **critères imposés par le traité de Maastricht en vue de créer l'euro**. Elle implique une **politique de rigueur** en contradiction avec les promesses de la campagne électorale.

2. La dissolution de l'Assemblée

À l'automne 1995, l'annonce d'un **plan pour combler le déficit de la Sécurité sociale** provoque **manifestations et grèves dans les services publics**. La **réforme de la Constitution de 1995**, bien qu'elle accroisse les pouvoirs du Parlement, rencontre peu d'écho. **La loi sur le service national**, qui suspend la conscription, ne mobilise pas l'opinion publique. L'impopularité du Premier ministre et le mauvais climat social poussent le chef de l'État à **dissoudre l'Assemblée nationale**. Mais les élections qui suivent, en juin 1997, sont un échec ; **la gauche est victorieuse**.

B. La troisième cohabitation

1. Les réformes du gouvernement Jospin

Les socialistes n'ayant pas la majorité absolue dans la nouvelle assemblée, Lionel Jospin forme **un gouvernement «pluriel»**. Il bénéficie du **retour de la croissance mondiale**. En mars 2000, le nombre de **chômeurs repasse sous la barre des 2,5 millions**. Le gouvernement crée des **emplois jeunes** et réduit le temps de travail à **35 heures**. D'autres décisions encore se veulent dans la tradition de la gauche : le **PACS**, la **CMU**, la loi sur la **parité hommes-femmes en politique**.

2. Le malaise politique

Un certain nombre de mesures divisent la majorité. Les écologistes et l'extrême gauche reprochent à L. Jospin sa prudence dans les **affaires de sans papiers** et dans la **réforme des lois sur l'immigration et la nationalité**. Le monde enseignant se dresse contre les **tentatives de réformes du ministère Allègre**. La **fin de la croissance** en 2001, la **montée de l'insécurité**, le **déficit croissant de la Sécurité sociale** cristallisent les inquiétudes. Le régime de la cohabitation est mis en cause. La **réduction du mandat présidentiel à 5 ans**, adoptée par référendum en octobre 2000, apparaît à certains comme un moyen de l'éviter dans l'avenir.

C. Les débuts du quinquennat de J. Chirac

1. La réélection de Jacques Chirac en 2002

La campagne présidentielle, qui voit s'affronter **16 candidats** (un record), débouche sur **un résultat inattendu** : L. Jospin est éliminé dès le premier tour, **J. Chirac** (19,7% des suffrages) et **J.-M. Le Pen** (16,9%) sont en lice pour le second tour.

Elle montre la **défiance des Français envers le monde politique** (près de 28% d'abstentions) et **les inquiétudes croissantes** d'une partie de l'électorat séduite par les discours de l'extrême droite et de l'extrême gauche. La mobilisation entre les deux tours pour la **défense des valeurs traditionnelles de la République** permet à Jacques Chirac d'être élu le 5 mai avec 82,15% des suffrages exprimés. Les **élections législatives** qui suivent donnent à la droite **la majorité absolue** des sièges à l'Assemblée.

2. Le gouvernement Raffarin

En appelant Jean-Pierre Raffarin à la tête du gouvernement, **le président de la République semble renouer avec la pratique qui faisait du Premier ministre l'homme chargé de mettre en œuvre la politique présidentielle**. L'année 2003 est marquée par plusieurs réformes : la **réforme de la Constitution** veut relancer la décentralisation et accroître la **participation citoyenne à la vie locale** ; la **réforme des retraites** étend à la Fonction publique le principe de l'allongement de la durée de cotisation. La **lutte contre l'insécurité** est engagée sous la direction du ministre de l'Intérieur, **N. Sarkozy**. Début 2004, une loi réaffirme **l'attachement de la République à la laïcité**.